

Notre avenir énergétique – demain, en 2050 et au delà – ne sera assuré que par l'addition de toutes les formes d'énergie, sans en idéaliser ni en diaboliser aucune

---

## Électricité : l'immense faillite de l'Europe !

Publié le 20/02/2016 par [Christophe de Reyff](#)

Une analyse publiée dans ***Les Echos*** du 11 février 2016 par **M. Jean-François Raux**, ancien délégué général de l'Union française de l'électricité.



La France découvre avec étonnement qu'EDF, un de ses fleurons industriels, est en grave difficulté. Sa [capitalisation boursière](#) est passée de 160 milliards d'euros en 2008 à 22 milliards aujourd'hui. C'est comme si l'État, actionnaire à plus de 86 % d'EDF, avait perdu deux ans d'impôts sur le revenu.... Cette chute ne se limite pas à EDF : les géants européens de l'électricité (E.ON, RWE, Vatenfall, Engie ...) ont perdu 75 % de leur capitalisation boursière depuis sept ans. La crise est sectorielle et européenne. Trois causes à cela.

La **première**, c'est la création de surcapacités massives de production d'électricité. L'objectif européen de 20 % d'énergies renouvelables, non lié à la réduction de consommation de pétrole et de charbon, a conduit au développement massif de surcapacités de production, alors que la consommation baissait par ailleurs du fait de la crise. Le développement du renouvelable s'est fait au détriment du gaz et du nucléaire. Pas du charbon ou du lignite.

En Allemagne, la production d'électricité au charbon ou, pis, au lignite, est restée constante entre 1990 et 2016. Les émissions de CO<sub>2</sub> de l'Allemagne représentent toujours 1,7 fois celles de la France (8,9 tCO<sub>2</sub>/tête contre 5,2 tCO<sub>2</sub>/tête). Elles vont augmenter. En revanche, l'Allemagne a fait décroître sa production de nucléaire, totalement « CO<sub>2</sub> free » et de gaz, beaucoup moins polluant que le charbon, mais non compétitif par rapport à lui faute d'un prix du CO<sub>2</sub> suffisant ! Le résultat est donc l'émergence de surcapacités de production inutiles sur le plan climatique et coûteuses sur le plan économique.

La **deuxième** cause réside dans l'organisation du marché de l'électricité, qui ne permet plus ni d'investir ni de rentabiliser les investissements effectués. Les prix de gros actuels sont à moins de 3 ct€ le kilowattheure, alors que les coûts de production à couvrir sont *a minima* de 4,5 ct€ pour le nucléaire existant et de plus de 6,0 ct€ pour les énergies renouvelables les plus performantes. Ainsi chaque kilowattheure vendu sur le marché génère-t-il une perte de l'ordre de 1,5 à 3,5 ct€. Pour EDF, avec des ventes de l'ordre de 400 térawattheures (1 TWh = 1 milliard de kWh !) sur le marché, cela représente une perte globale de 8 à 10 milliards d'euros ! Quelle industrie peut vivre en ne recouvrant pas ses prix de revient ?

Mais c'est la **troisième** cause qui constitue le summum de l'incohérence européenne. Alors que la Commission répète *urbi et orbi* que seuls le marché et la concurrence peuvent bénéficier au consommateur, le résultat est totalement inverse dans le secteur de l'électricité. Les seuls investissements qui se font encore sont ceux qui sont

subventionnés (les énergies renouvelables). Et pendant que les prix de gros s'effondrent, vers les 2,5 ct€ le kilowattheure, le client final voit sa facture augmenter régulièrement du fait du poids des subventions : en France, les subventions payées par le consommateur final sont passées de 0,3 ct€ en 2002 à 2,7 ct€ le kilowattheure au 1<sup>er</sup> janvier 2016. En Allemagne ces subventions atteignent 7,0 ct€ ! Cette situation amène les entreprises historiques du secteur à déclasser leurs actifs « classiques » (moyens de production non subventionnés) pour ne garder que ceux qui sont subventionnés, les énergies renouvelables déclarées « *business d'avenir* », parce que dépourvues de risque du fait ... des subventions !

À la clef, ce sont la sécurité d'approvisionnement et des centaines de milliers d'emplois qui sont en péril. Qui s'en soucie ?

En moins d'une décennie, la Commission européenne aura réussi, par une politique incohérente, à détruire les entreprises historiques du secteur électrique sans réellement construire une nouvelle industrie solide et apte à relever les défis du futur. Le bilan climatique est, quant à lui, quasi nul.

Il est donc urgent de redonner du sens à l'Europe de l'électricité. Un beau sujet pour la présidentielle de 2017. Car vital pour l'économie française et pour le rayonnement politique de la France dans une Europe dominée par la « bonne pensée » allemande.

Jean-François Raux

Jean-François Raux est ancien délégué général de l'Union française de l'électricité.

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/021686745954-electricite-limmense-faillite-de-leurope-1199347.php?28VYM48lvVTEbizw.99>

---

Share this:



Soyez le premier à aimer cet article.

---

Sur le même thème

[Les grands producteurs d'électricité n'ont plus aucune responsabilité dans la sécurité d'approvisionnement du pays !](#)  
Dans "Politique"

[Transition Énergétique : réflexions de Yannick Buttet \(Conseiller national PDC/VS\) et de Philippe Méchet, directeur d'EDF pour les affaires institutionnelles.](#)  
Dans "Electricité"

[Transition énergétique : l'excellence énergétique selon Ségolène](#)  
Dans "Articles de presse"

Cet article, publié dans [Articles de presse](#), est tagué [transition énergétique](#), [prix électricité](#), [approvisionnement](#), [crise](#), [politique énergétique](#). Ajoutez [ce permalien](#) à vos favoris.

---

clubenergie2051.ch

Thème *Twenty Ten*. Propulsé par [WordPress.com](#).